

Communiqué final relatif à la traite des migrants et aux pratiques esclavagistes en Libye.

Les institutions et organisations de défense des droits de l'homme, réunies le 27 novembre 2017 sous l'égide du Ministère des droits de l'homme et de la réforme de l'Etat et en présence de l'honorable présidente de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples :

1. expriment leur vive préoccupation face aux allégations de traite des migrants et de pratiques esclavagistes en Libye ;
2. appellent les autorités libyennes et toutes les parties prenantes à agir de toute urgence afin de mettre fin aux violations graves des droits fondamentaux conformément aux obligations contenues dans les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme notamment ceux concernant les migrants et leurs familles ;
3. condamnent ces traitements inhumains, cruels et dégradants et exhortent les autorités libyennes à mener des investigations nécessaires afin d'arrêter et de traduire en justice les auteurs présumés de ces pratiques humiliantes ; de tout mettre en œuvre pour assurer un accès équitable des victimes à la justice ;
4. soutiennent la déclaration du Président de la République relative à l'invitation adressée à la communauté internationale en vue de la mise en place d'une commission tripartite Union africaine-Union Européenne-Organisation des Nations Unies pour situer les responsabilités ;
5. félicitent le gouvernement Rwandais pour son initiative d'accueillir 30.000 migrants vivants dans les conditions inhumaines et encouragent les autres gouvernements africains à manifester leur solidarité envers les migrants victimes de maltraitance;
6. exigent du Gouvernement Libyen le respect scrupuleux de ses obligations aux titres de la Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes de réfugiés en Afrique, la Convention interdisant le trafic illicite des migrants et les documents de politiques générales de l'Union africaine sur les migrants ainsi que les autres instruments régionaux et internationaux pertinents notamment la convention contre la criminalité transnationale organisée et son protocole sur la traite des personnes ;
7. demandent à la Cour Pénale Internationale, la Commission Africaine des Droits de l'Homme et la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de demeurer saisies de ce dossier et encouragent toutes initiatives et actions diligentes de l'Union africaine et des Nations unies visant à mettre fin à ces actes inhumains, cruels et dégradants.

Fait à Bamako, le 27 novembre 2017